

STATUTS

de l'Ecole Nationale Supérieure de Mécanique et d'Aérotechnique

« ENSMA »

Statuts adoptés par le conseil d'administration du 14 juin 2025



TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Statuts

L'école nationale supérieure de mécanique et d'aérotechnique de Poitiers, ci-après nommée - ENSMA, est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) placé sous la tutelle du ministre chargé de l'enseignement supérieur et soumis aux dispositions du Code de l'éducation ainsi qu'à celles du décret n° 2016-1782 du 19 décembre 2016 relatif à l'école nationale supérieure de mécanique et d'aérotechnique de Poitiers.

Elle jouit de la personnalité morale et de l'autonomie pédagogique et scientifique, administrative et financière.

Article 2 : Missions

L'ENSMA a pour mission principale la formation initiale et continue d'ingénieurs et de cadres scientifiques et techniques dans le domaine des transports et de l'énergie, et notamment de la mécanique et de l'aérotechnique.

Elle concourt aux missions du service public de l'enseignement supérieur définies aux articles L. 123-1 à L. 123-9 du code de l'éducation, notamment en matière de formation initiale et continue tout au long de la vie, d'insertion professionnelle, de recherche scientifique et technologique et de diffusion de la culture humaniste, scientifique, technique et industrielle, de transfert de technologie et d'innovation, et de coopération internationale et européenne.

Elle délivre le titre d'ingénieur diplômé de l'école dans les conditions prévues à l'article L. 642-1 du code de l'éducation, le diplôme de Master, ainsi que le Doctorat dans les domaines de l'aéromobilité et de l'ingénierie pour l'information. Elle peut être accréditée pour la délivrance de diplômes nationaux dans les conditions fixées par la réglementation de chaque diplôme. En outre, elle dispense des formations sanctionnées par des diplômes propres.

Article 3 : Moyens à disposition

L'ENSMA dispose pour l'accomplissement de ses missions, des équipements, du personnel et des crédits qui lui sont attribués par l'Etat, ainsi que de toute autre ressource prévue par les lois et règlements.

Article 4 : Recrutement des élèves et règles relatives aux examens

Les conditions d'admission des élèves et les modalités générales de la scolarité et du contrôle des connaissances en vue de la délivrance du titre d'ingénieur diplômé de l'ENSMA sont fixées par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur, après avis du conseil d'administration de l'école.

TITRE II – GOUVERNANCE

En application de l'article L. 711-1 du code de l'éducation, l'ENSMA est gérée de façon démocratique avec le concours de l'ensemble des personnels, des étudiants et de personnalités extérieures.

L'école est administrée par un conseil d'administration assisté par un conseil scientifique et un conseil des études et dirigée par un directeur assisté d'un comité de direction.

Chapitre 1 : CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 5 : Attributions du conseil d'administration

Le conseil d'administration détermine la politique générale de l'établissement et se prononce, sous réserve

de la réglementation nationale, sur l'organisation générale des études, ainsi que sur les programmes de recherche, d'information scientifique et technique et de coopération internationale. Il propose les mesures propres à favoriser la vie de la communauté. Il vote le budget et approuve les comptes, il fixe la répartition des emplois qui sont alloués par les ministres compétents. Il autorise le directeur à engager toute action en justice. Il approuve les accords et conventions signés par le directeur et, sous réserve des conditions particulières fixées par décret, les emprunts, prises de participation, créations de filiales, acceptations de dons et legs, acquisitions immobilières. Il détermine les catégories de contrats, conventions et marchés qui doivent lui être soumis pour approbation.

Le conseil d'administration, constitué en sections disciplinaires, exerce le pouvoir disciplinaire.

Le conseil d'administration peut déléguer certaines de ses attributions au directeur, à l'exception de l'approbation du contrat d'établissement et des comptes ainsi que du vote du budget et du règlement intérieur. Le directeur rend compte, dans les meilleurs délais, au conseil d'administration des décisions prises en vertu de cette délégation.

Le conseil d'administration exerce les fonctions décisionnelles du conseil académique mentionnées à l'article L. 712-6-1 du code de l'éducation, en application de l'article L. 715-2 du même code.

Article 6 – Composition du conseil d'administration

Conformément aux dispositions des articles L. 715-2, D. 719-1 et suivants, en ce notamment les articles D. 719-5 et suivants du code de l'éducation, le conseil d'administration de l'ENSMA comprend vingt-cinq membres répartis comme suit :

- ✓ dix personnalités extérieures à l'établissement dont :
 - un représentant du conseil régional ;
 - six représentants des activités économiques dans les domaines de l'énergie et du transport, avant chaque renouvellement du conseil d'administration, les personnes morales représentant les activités économiques sont désignées par le conseil d'administration à la majorité prévue par l'article L. 711-7 du code de l'éducation ;
 - trois personnalités désignées par le conseil d'administration, à la majorité des membres du conseil d'administration en exercice, à titre personnel.
- ✓ Quinze représentants élus :
 - quatre représentants des professeurs des universités et des personnels assimilés (collège A) ;
 - quatre représentants des autres enseignants-chercheurs, des enseignants et des personnels assimilés (collège B) ;
 - trois représentants des personnels ingénieurs, administratifs et techniques en service à l'école ;
 - quatre représentants élus des usagers.

Le recteur de région académique, chancelier des universités, assiste ou se fait représenter aux séances du conseil d'administration. Il reçoit sans délai communication de ses délibérations ainsi que des décisions du directeur, lorsque ces délibérations et ces décisions ont un caractère réglementaire.

En application de l'article L. 715-3 du code de l'éducation, le directeur de l'école assiste de droit aux séances du conseil d'administration avec voix consultative.

En application de l'article L. 953-2 du code de l'éducation, le directeur général des services et l'agent comptable de l'école participent de droit au conseil d'administration avec voix consultative.

Toute autre personne peut être invitée par le président du conseil d'administration afin d'éclairer les débats.

Article 7 – Election du président et du vice-président

Le président du conseil d'administration est élu selon les modalités prévues à l'article L. 715-2 du code de l'éducation.

Il est élu, à bulletin secret, au scrutin uninominal majoritaire à deux tours, par le conseil, parmi les personnalités extérieures.

Le président est élu à la majorité absolue des membres présents ou représentés au premier tour ou à la majorité des membres présents ou représentés au second tour.

Dans le cas où les résultats du scrutin ne permettent pas de départager les candidats, le président est élu au bénéfice de l'âge.

La durée de son mandat du président du conseil d'administration est de trois ans et est renouvelable.

Lors des délibérations et en cas de partage égal des voix, le président a voix prépondérante.

Un vice-président, qui assure la présidence en cas d'empêchement du président, est élu dans les mêmes conditions.

Article 8 – Réunions et délibérations

Article 8.1 – Le conseil d'administration se réunit au moins trois fois par an, en séance ordinaire, sur convocation de son président ou du vice-président en cas d'empêchement du premier.

L'ordre du jour, établi par le président du conseil d'administration après consultation du directeur de l'école, est notifié aux membres du conseil d'administration au moins huit jours francs à l'avance. Les points dont l'inscription à l'ordre du jour est demandée par le directeur y sont inscrits. Chaque membre peut demander au président d'inscrire un ou plusieurs points à l'ordre du jour au moins un mois avant la date de la séance.

En outre, le conseil d'administration peut être réuni en session extraordinaire à la demande du président, du directeur ou de la moitié au moins de ses membres, sur un ordre du jour précis, notifié à l'avance.

Les séances du conseil d'administration ne sont pas publiques. Elles font l'objet d'un compte rendu devant être approuvé à la séance suivante et publié sous la responsabilité du président.

Article 8.2 – Les décisions du directeur de l'ENSMA ainsi que les délibérations des conseils entrent en vigueur sans approbation préalable, à l'exception des délibérations relatives aux emprunts, prises de participation et créations de filiales mentionnées à l'article L. 719-5 du code de l'éducation et sous réserve des dispositions du décret prévu à l'article L. 719-9 du même code. Toutefois, les décisions et délibérations qui présentent un caractère réglementaire n'entrent en vigueur qu'après leur transmission au recteur de région académique, chancelier des universités.

Le chancelier peut saisir le tribunal administratif d'une demande tendant à l'annulation des décisions ou délibérations des autorités de ces établissements qui lui paraissent entachées d'illégalité. Le tribunal statue d'urgence. Au cas où l'exécution de la mesure attaquée serait de nature à porter gravement atteinte au fonctionnement de l'établissement, le chancelier peut en suspendre l'application pour un délai de trois mois.

Article 9 – Conseil d'administration en formation restreinte

Le conseil d'administration se réunit en formation restreinte aux enseignants, aux enseignants-chercheurs et aux personnels assimilés pour exercer les compétences prévues par les dispositions légales et réglementaires.

Tel est notamment le cas dans le cadre des dispositions du décret n° 2000-552 du 16 juin 2000 relatif aux aménagements de service accordés à certains personnels enseignant dans les établissements d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Le conseil d'administration en formation restreinte appelée à statuer ne comprend, en fonction des points inscrits à l'ordre du jour, que les seuls représentants des enseignants, des enseignants-chercheurs et des personnels assimilés d'un rang au moins égal à celui postulé par l'intéressé s'il s'agit de son recrutement, et d'un rang au moins égal à celui détenu par l'intéressé s'il s'agit de son affectation ou du déroulement de sa carrière.

Le Conseil d'administration en formation restreinte est présidé par l'enseignant-chercheur le plus ancien dans le grade le plus élevé présent à la séance.

Article 10 : Section disciplinaire du conseil d'administration

Le pouvoir disciplinaire à l'égard des personnels enseignants, enseignants-chercheurs et des usagers est exercé par le conseil d'administration constitué en sections disciplinaires.

Ils existent deux sections disciplinaires : l'une compétente à l'égard des personnels enseignants, enseignants-chercheurs, l'autre compétente à l'égard des usagers.

En application de l'article R. 715-3 du code de l'éducation, les règles applicables sont fixées, pour les personnels enseignants, enseignants-chercheurs dans les conditions et selon la procédure, prévues aux articles R. 712-10 à R. 712-46 du code de l'éducation, sous réserve des dispositions prévues à l'article R. 232-31, et pour les usagers dans les conditions et selon la procédure, prévues aux articles R. 811-10 à R. 811-42 du code de l'éducation.

Par dérogation à l'article R. 811-14, la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers peut comprendre deux membres appartenant à chacun des collèges définis aux 1° et 2° de cet article et quatre membres appartenant au collège défini à son 3°. Dans ce cas, par dérogation aux articles R. 811-20 et R. 811-32, la commission de discipline comprend quatre membres, dont un membre appartenant à chacun des collèges définis aux 1° et 2° de l'article R. 811-14 et deux membres appartenant au collège défini au 3° du même article, et ne peut valablement délibérer que si les représentants des collèges définis aux 1° et 2° de l'article R. 811-14 sont présents.

Chapitre 2 : CONSEIL SCIENTIFIQUE

Article 11 – Attributions du conseil scientifique

Le conseil scientifique est consulté sur :

- les orientations des politiques de recherche, de diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle, de documentation scientifique et technique ;
- la qualification à donner aux emplois d'enseignants-chercheurs et de chercheurs vacants ou demandés ;
- la demande d'accréditation mentionnée à l'article L. 613-1 du code de l'éducation ;
- le contrat d'établissement ;
- les conventions avec les organismes de recherche.

Le conseil scientifique et le conseil des études exercent les fonctions consultatives fixées à l'article L. 712-6-1 du code de l'éducation, en application de l'article L. 715-2 du même code.

Article 12 – Composition du conseil scientifique

Conformément aux dispositions des articles L. 715-2, L. 712-5 et D. 719-6 et suivants du code de l'éducation fixant la composition des collèges électoraux, le conseil scientifique de l'ENSMA comprend vingt-cinq membres, outre le directeur de l'école qui préside.

Les sièges sont répartis comme suit :

six personnalités extérieures à l'établissement dont :

- quatre représentants des activités économiques dans les domaines de l'énergie et du transport, avant chaque renouvellement du conseil scientifique, les personnes morales représentant les activités économiques sont désignées par le conseil d'administration à la majorité prévue par l'article L. 711-7 du code de l'éducation ;
- un représentant du CNRS ;
- un personnalité désignée par le directeur de l'ENSMA, à titre personnel.

Dix-huit représentants élus :

- six représentants des professeurs des universités et des personnels assimilés (collège A) ;
- deux représentants des personnels habilités à diriger des recherches ne relevant pas de la catégorie précédente ;

- trois représentants des docteurs n'appartenant pas à la catégorie précédente ;
- un représentant des autres enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs et des personnels assimilés ;
- deux représentants des ingénieurs de recherche, des ingénieurs d'études, des assistants ingénieurs et des techniciens n'appartenant pas aux collèges précédents ;
- un représentant des adjoints-techniques et des autres personnels administratifs n'appartenant pas aux collèges précédents ;
- trois représentants des usagers qui suivent au sein de l'école une formation de troisième cycle (doctorat).

En application de l'article L. 953-2 du code de l'éducation, le directeur général des services et l'agent comptable de l'école participent au conseil scientifique, avec voix consultative.

Article 13 – Réunions du conseil scientifique

Le conseil scientifique se réunit au moins deux fois par an sur convocation de son président qui fixe l'ordre du jour.

Il peut également être réuni à la demande du conseil d'administration ou à la demande de la moitié au moins de ses membres sur un ordre du jour précis, notifié à l'avance.

Les séances du conseil scientifique ne sont pas publiques. Elles font l'objet d'un compte rendu devant être approuvé à la séance suivante et publié sous la responsabilité de son président.

Chapitre 3 : CONSEIL DES ETUDES

Article 14 – Attributions du conseil des études

Le conseil des études est consulté sur :

- les orientations des politiques de formation ;
- la demande d'accréditation mentionnée à l'article L. 613-1 du code de l'éducation ;
- le contrat d'établissement ;
- toutes les mesures visant à garantir l'exercice des libertés universitaires et des libertés syndicales et politiques des étudiants ;
- les conditions d'utilisation des locaux mis à disposition des usagers.

Le conseil scientifique et le conseil des études exercent les fonctions consultatives fixées à l'article L. 712-6-1 du code de l'éducation, en application de l'article L. 715-2 du même code.

Article 15 – Composition du conseil des études

Conformément aux dispositions des articles L. 715-2, L. 712-6 et D. 719-6 et suivants du code de l'éducation, fixant la composition des collèges électoraux, le conseil des études de l'ENSMA comprend trente-deux membres, outre le directeur de l'école qui préside :

Les sièges sont répartis comme suit :

quatre personnalités extérieures à l'établissement dont :

- un représentant de la communauté urbaine de Poitiers ;
- un représentant des activités économiques dans les domaines de l'énergie et du transport, avant chaque renouvellement du conseil des études, les personnes morales représentant les activités économiques sont désignées par le conseil d'administration à la majorité prévue par l'article L. 711-7 ;
- un représentant d'un établissement d'enseignement secondaire (professeur scientifique des classes préparatoires aux grandes écoles) désigné par le directeur de l'ENSMA ;
- une personnalité désignée par le directeur de l'ENSMA, à titre personnel.

Vingt-huit représentants élus :

- douze représentants des collèges des enseignants-chercheurs, des chercheurs et des enseignants, soit :
 - six représentants des professeurs des universités et des personnels assimilés (collège A) ;
 - six représentants des autres enseignants-chercheurs, des enseignants, des chercheurs et des personnels assimilés.
- Douze représentants des usagers ;
- quatre représentants des personnels ingénieurs, administratifs et techniques en service à l'école.

Le directeur du centre régional des œuvres universitaires et scolaires ou son représentant assiste aux séances.

En application de l'article L. 953-2 du code de l'éducation, le directeur général des services et l'agent comptable de l'école participent au conseil scientifique, avec voix consultative.

Le conseil des études élit en son sein un vice-président étudiant chargé des questions de vie étudiante, en lien avec le centre régional des œuvres universitaires et scolaires.

Article 16 – Réunions du conseil des études

Le conseil des études se réunit au moins deux fois par an sur convocation de son président qui fixe l'ordre du jour.

Il peut également être réuni à la demande du conseil d'administration ou à la demande de la moitié au moins de ses membres sur un ordre du jour précis, notifié à l'avance.

Les séances du conseil des études ne sont pas publiques. Elles font l'objet d'un compte rendu qui doit être approuvé à la séance suivante et être publié sous la responsabilité de son président.

Chapitre 4 : DISPOSITIONS COMMUNES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION, AU CONSEIL SCIENTIFIQUE ET AU CONSEIL DES ETUDES

Article 17 – Membres des conseils d'administration, scientifique et des études

Article 17.1 – Conformément aux dispositions de l'article L. 719-1 du code de l'éducation, les membres des conseils de l'ENSMA sont, en dehors des personnalités extérieures et du directeur de l'école, élus au scrutin secret par collèges distincts et au suffrage direct.

La composition des collèges électoraux, les conditions d'exercice du droit de suffrage, les conditions d'éligibilité, les modes de scrutins, le déroulement et le contrôle de la régularité des scrutins sont fixés par les articles D. 719-1 et suivants du code de l'éducation.

Le renouvellement des mandats intervient tous les quatre ans, sauf pour les représentants des usagers dont le mandat est de deux ans.

Les membres des conseils siègent valablement jusqu'à la désignation de leurs successeurs. Le remplacement des membres dont le siège devient vacant, est effectué dans les conditions fixées par l'article D. 719-21 du code de l'éducation, pour la durée du mandat restant à courir.

Le directeur n'est pas éligible.

Article 17.2 – La participation des personnalités extérieures aux conseils de l'ENSMA est fixée par les dispositions des articles D. 719-41 et suivants du code de l'éducation.

Les séances des conseils ne sont pas publiques. Toutefois, le président de chaque conseil peut inviter, à titre consultatif ou à titre d'expertise, des personnes extérieures au conseil sans droit de vote.

Article 18 - Vacance de mandat

Toute vacance par décès, démission ou perte de la qualité du titre de laquelle les intéressés ont été désignés, donne lieu à remplacement dans les conditions prévues à l'article D. 719-21 du code de l'éducation pour la durée du mandat restant à courir.

Article 19 - Pouvoir - quorum

Article 19.1 - Tout membre d'un conseil peut donner procuration à un autre membre du même conseil sans distinction de collège électoral. Nul ne peut être porteur de plus d'une procuration.

Article 19.2 - Réserve faite des questions statutaires et budgétaires, les conseils délibèrent valablement lorsque la majorité de leurs membres en exercice sont présents ou représentés. Lorsqu'à l'issue d'une première réunion, ce quorum n'a pas été atteint, une seconde réunion, avec le même ordre du jour, se tient dans un délai de quinze jours sans condition de quorum. Les délibérations sont adoptées à la majorité des suffrages exprimés.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents ou représentés.

En cas de partage égal des voix, le président a voix prépondérante.

Article 20 – Commissions consultatives

Le directeur de l'ENSMA et les trois conseils de l'école peuvent créer toutes les commissions consultatives utiles, permanentes ou non, afin de les assister ou les informer dans leurs tâches respectives.

Ils en désignent les membres.

La liste, les missions et les statuts des commissions permanentes sont inscrits au règlement intérieur de l'école.

Ces commissions font rapport aux conseils.

Le directeur peut assister avec voix consultative ou se faire représenter aux séances de ces commissions.

Article 21 – Indemnités et frais de déplacement

Les membres (extérieurs à l'école) des conseils exercent leurs fonctions à titre gratuit. Ils bénéficient du remboursement de leurs frais de déplacement et de séjour, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Chapitre 5 : DIRECTION

Article 22 – Directeur de l'ENSMA

Article 22.1 - Le directeur de l'ENSMA est nommé dans les conditions prévues par l'article L. 715-3 du code de l'éducation.

Le directeur de l'ENSMA est choisi dans l'une des catégories de personnels, fonctionnaires ou non, qui ont vocation à enseigner au sein de l'école, sans considération de nationalité.

Il est nommé pour une durée de cinq ans, renouvelable une fois, sur proposition du conseil d'administration, par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur ou par décret, si l'établissement relève de plusieurs départements ministériels.

En l'absence de dispositions particulières prévues par les textes législatifs ou réglementaires régissant l'établissement ou ses personnels, la limite d'âge du directeur de l'ENSMA est fixée à soixante-huit ans. Il peut rester en fonction jusqu'au 31 août suivant la date à laquelle il a atteint cet âge.

Article 22.2 - Le directeur de l'ENSMA est assisté d'un comité de direction, dont la composition est définie

au sein de l'école. Il pourra être constitué du directeur de la recherche, du doctorat et de la valorisation, des directeurs de département, du directeur des études et de la formation, du directeur général des services.

Le directeur de la recherche, du doctorat et de la valorisation, ainsi que le directeur des études et de la formation pourront représenter le directeur de l'ENSMA, selon les circonstances.

Le directeur de l'ENSMA peut déléguer sa signature au directeur général des services, aux membres du comité de direction, aux autres agents de catégorie A de l'établissement, ainsi que pour les affaires intéressant les unités de recherche constituées avec d'autres établissements publics d'enseignement supérieur ou de recherche, à leurs responsables.

Dans le cas où le directeur de l'ENSMA cesse ses fonctions, pour quelque cause que ce soit, et jusqu'à la désignation de son successeur, les titulaires d'une délégation donnée par celui-ci restent compétents pour agir dans le cadre de cette délégation. Ces dispositions sont applicables en l'absence de règles particulières prévues par les textes législatifs ou réglementaires régissant l'établissement.

Article 22.3 - Le directeur de l'ENSMA exerce, au nom de l'école, les compétences de gestion et d'administration qui ne sont pas attribuées à une autre autorité par la loi ou le règlement et assure par conséquent, dans le cadre des orientations définies par le conseil d'administration, la direction et la gestion de l'établissement.

Pour se faire, il dispose des prérogatives qui sont celles d'un président d'université, sous réserve de la présidence du conseil d'administration.

Il exerce notamment les compétences suivantes :

- il prépare et exécute les décisions du conseil d'administration. Il préside le conseil scientifique et le conseil des études ; il reçoit leurs avis et leurs vœux ;
- il assiste aux réunions du conseil et lui rend compte de sa gestion.
- il soumet à l'approbation du conseil d'administration le règlement intérieur et le règlement de scolarité ;
- il prépare et met en œuvre le contrat pluriannuel d'établissement ;
- il a autorité sur l'ensemble des personnels dans le respect des libertés académiques prévues à l'article L. 952-2 du code de l'éducation, exerce les compétences prévues par les textes législatifs et réglementaires en matière de recrutement et de mutation des personnels enseignants-chercheurs, nomme à toutes les fonctions pour lesquelles aucune autre autorité n'a reçu pouvoir de nomination et répartit les services d'enseignement ;
- il constitue les jurys d'examen ;
- il représente l'établissement en justice et à l'égard des tiers dans tous les actes de la vie civile, concluant notamment les accords et conventions ;
- il est responsable de la sécurité ainsi que du maintien de l'ordre dans les enceintes et locaux affectés à l'école et peut faire appel à la force publique dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État ;
- il est l'ordonnateur des dépenses et des recettes.

Article 22.4 - Le directeur de l'école est responsable de l'organisation des élections. Pour l'ensemble des opérations d'organisation, il est assisté du comité électoral consultatif mentionné à l'article D. 719-3 du code de l'éducation.

Les modalités de recours contre les élections sont celles fixées par les articles D. 719-38 et suivants du code de l'éducation.

Article 23 – Comité de direction

La composition du comité de direction est arrêtée par le directeur de l'ENSMA en début de mandat dans le respect des dispositions du code de l'éducation.

Le directeur en informe alors le conseil d'administration dans les meilleurs délais.

Article 24 – Directeur général des services

Les services de l'ENSMA sont dirigés par un directeur général des services nommé par le ministre chargé de l'enseignement supérieur, sur proposition du directeur de l'école, conformément à la réglementation en

vigueur.

Le directeur général des services assure, sous l'autorité du directeur de l'ENSMA, la direction, l'organisation et le fonctionnement des services administratifs, financiers et techniques de l'établissement. Il contribue à l'élaboration des politiques d'établissement dont il assure la mise en œuvre opérationnelle. Il conçoit, met en place et assure le suivi des indicateurs de performance de l'établissement dans les domaines de la gestion administrative, financière et patrimoniale, celles des ressources humaines et des systèmes d'information. Il participe, avec voix consultative, au conseil d'administration et aux autres instances administratives de l'établissement.

Chapitre 6 : ORGANISATION FINANCIERE

Article 25 – Dispositions financières

Le budget et le régime financier de l'ENSMA sont régis par les articles L. 719-4 à L. 719-6 ainsi que les articles R. 719-51 et suivants du code de l'éducation.

Article 26 – Agent Comptable

L'agent comptable de l'ENSMA est nommé par arrêté conjoint des ministres chargés de l'Enseignement supérieur et du Budget, sur proposition du directeur de l'ENSMA, parmi les candidats inscrits sur une liste d'aptitude nationale établie conjointement par les deux ministres.

Il a la qualité de comptable public.

Sur décision du directeur de l'école, l'agent comptable peut exercer les fonctions de chef des services financiers de l'établissement.

Il participe, avec voix consultative, au conseil d'administration et aux autres instances administratives de l'établissement.

Chapitre 7 : MODIFICATIONS DES STATUTS ET DU REGLEMENT INTERIEUR

Article 27 – Modifications des statuts

Conformément à l'article L. 711-7 du code de l'éducation, l'ENSMA détermine, par délibérations statutaires du conseil d'administration prises à la majorité absolue des membres en exercice, ses statuts et ses structures internes, conformément aux dispositions du code de l'éducation et des décrets pris pour son application.

Les statuts sont transmis au ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Les modifications des présents statuts peuvent être proposées sur l'initiative du directeur de l'ENSMA ou du tiers des membres du conseil d'administration.

Article 28 – Règlement intérieur

Le règlement intérieur arrête les dispositions nécessaires pour décliner la mise en application des présents statuts et toute autre disposition relative au fonctionnement de l'ENSMA.

Il est adopté par délibération du conseil d'administration.